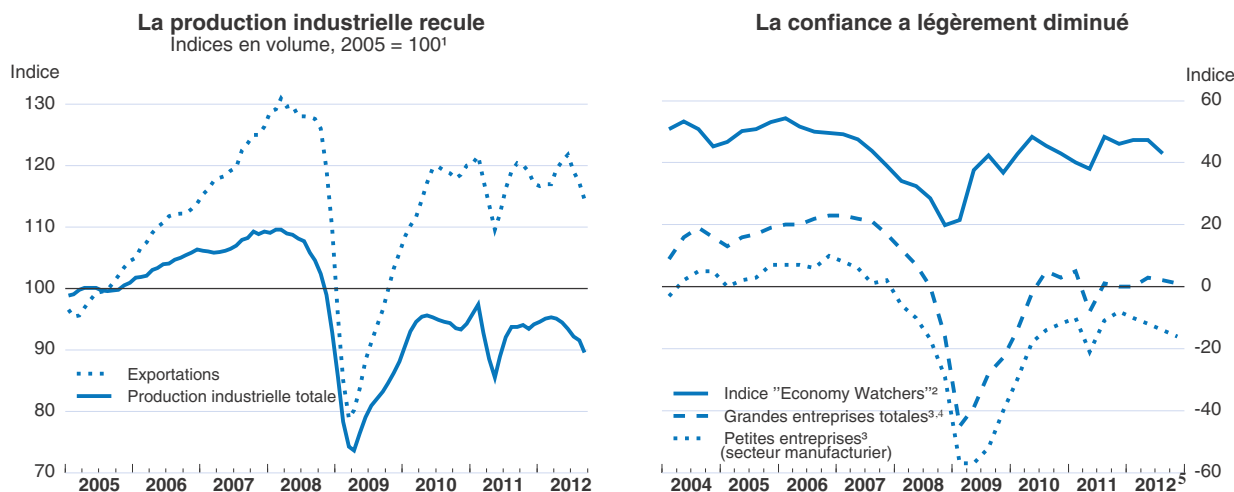


JAPON

Après une forte croissance au premier semestre de 2012, soutenue par les dépenses de reconstruction consécutives au séisme de grande ampleur qui a frappé l'est du Japon en 2011, la reprise a marqué le pas, sous l'effet du ralentissement des échanges mondiaux et du tassement de la demande intérieure. L'économie devrait se redresser en 2013, mais la croissance annuelle pourrait être limitée aux alentours de ¾ pour cent en 2013 comme en 2014, les dépenses de reconstruction diminuant peu à peu et les augmentations d'impôts prévues freinant la consommation privée. Le taux de chômage restera supérieur à son niveau d'avant la crise de 2008.


Le relèvement du taux de l'impôt sur la consommation de 5 % à 10 % d'ici à 2015, conjuguée à des restrictions des dépenses, devrait permettre au Japon d'atteindre son objectif de réduction de moitié du déficit budgétaire primaire pour le ramener à 3.2 % du PIB au cours de l'exercice 2015, l'essentiel de cet assainissement intervenant en 2014. La dette publique brute devant atteindre, selon les prévisions, 230 % du PIB en 2014, il est primordial que des mesures supplémentaires soient adoptées pour dégager un excédent budgétaire primaire d'ici à l'exercice 2020, comme prévu. Un programme précis et crédible d'assainissement des finances publiques, intégrant des mesures spécifiques d'accroissement des recettes et de réduction des dépenses, est essentiel pour étayer la confiance dans les finances publiques du Japon. La Banque du Japon a régulièrement accru l'ampleur de son programme de rachat d'actifs pour le porter à 19 % du PIB en octobre 2012. Elle devrait poursuivre sa politique de taux d'intérêt proche de zéro et continuer de renforcer ses mesures d'assouplissement quantitatif jusqu'à ce que l'inflation soit fermement ancrée en territoire positif, à son taux cible se situant à 1 %.

Japon



1. Ces indices reposent sur des moyennes mobiles sur trois mois de données désaisonnalisées relatives à la production industrielle et aux exportations.
2. Indice reposant sur une enquête réalisée auprès de travailleurs, tels que des chauffeurs de taxi ou des commis de magasin, dont les emplois sont sensibles aux fluctuations de l'économie. Il varie de 100 (le mieux) à 0 (le pire), 50 indiquant aucun changement.
3. Indice de diffusion correspondant à la différence entre les réponses des sondés estimant que les conditions sont « favorables » et celles des sondés jugeant qu'elles sont « défavorables ».
4. Les grandes entreprises sont capitalisées à hauteur d'un milliard de yens ou plus, et les petites entreprises entre 20 millions et 100 millions de yens.
5. Sauf dans le cas de l'indice « Economy Watchers » pour lequel il n'existe pas de prévision, les valeurs du quatrième trimestre sont des prévisions effectuées par les entreprises en septembre 2012.

Source : Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie ; Banque du Japon ; Bureau du Cabinet.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932746427>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2010	2011	2012	2013	2014
Emploi	-0.4	-0.2	0.3	-0.2	-0.1
Taux de chômage ¹	5.1	4.6	4.4	4.4	4.3
Rémunération des salariés	0.2	0.2	-0.2	0.4	0.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	-4.2	0.9	-1.8	-0.3	0.1
Revenu disponible des ménages	0.4	-0.2	0.4	0.3	1.5
Déflateur du PIB	-2.2	-2.1	-0.9	-0.5	0.7
Indice des prix à la consommation ²	-0.7	-0.3	0.0	-0.5	1.3
IPC sous-jacent ³	-1.2	-0.9	-0.4	-0.4	1.3
Déflateur de la consommation privée	-1.7	-1.1	-0.7	-0.6	1.2

1. En pourcentage de la population active.

2. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

3. Indice global hors alimentation et énergie.

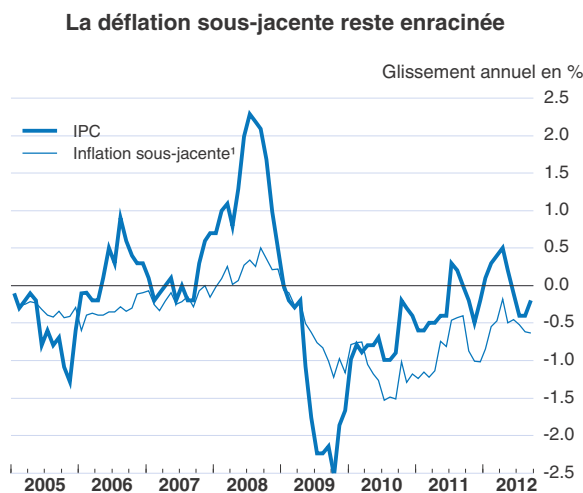
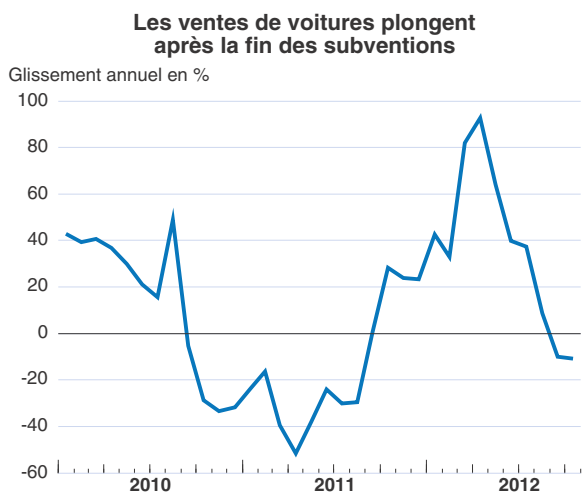
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747149>

**La reprise économique
consécutive au tremblement
de terre a marqué une
pause au milieu de 2012...**


Le ralentissement du commerce mondial au troisième trimestre de 2012 et la vigueur persistante du yen ont freiné les exportations, l'un des principaux moteurs de la reprise consécutive à la catastrophe de mars 2011. La demande intérieure a aussi accusé une baisse de régime, due en partie à l'affaiblissement de la consommation privée induit par la suppression progressive des subventions publiques à l'achat d'automobiles. La dégradation des conditions extérieures et intérieures a entraîné un recul de la confiance des grandes entreprises manufacturières.

Japon



1. Correspond à la mesure de l'inflation sous-jacente utilisée par l'OCDE, qui exclut l'alimentation et l'énergie.

Source : Association des concessionnaires automobiles du Japon et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932746446>

Japon : Indicateurs financiers

	2010	2011	2012	2013	2014
Taux d'épargne des ménages ¹	2.1	2.9	1.9	1.9	1.5
Solde financier des administrations publiques ²	-8.4	-9.3	-9.9	-10.1	-7.9
Dette brute des administrations publiques ²	192.7	205.3	214.3	224.3	230.0
Balance des opérations courantes ²	3.7	2.1	1.1	1.2	1.5
Taux d'intérêt à court terme ³	0.2	0.1	0.2	0.3	0.2
Taux d'intérêt à long terme ⁴	1.1	1.1	0.8	1.1	1.6


1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Certificats de dépôt de 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747168>

... malgré le soutien des dépenses publiques de reconstruction

L'expansion économique a été soutenue par les 17 000 milliards de yens (3.6 % du PIB) consacrés aux dépenses publiques de reconstruction. Ces dépenses devraient toutefois atteindre un pic en 2012. Même si les hausses d'impôts prévues sur les 25 prochaines années, ainsi que les réductions de dépenses et les recettes non fiscales devraient à terme les compenser, les coûts en question accentuent pour l'heure les difficultés budgétaires du Japon. Le déficit budgétaire du pays devrait rester proche de 10 % du PIB (hors éléments exceptionnels) en 2012-13, faisant encore grimper la dette publique vers des niveaux inégalés.

Japon : Demande et production


	2011	2012	2013	2014	Quatrième trimestre		
					2012	2013	2014
	Prix courants trillion de ¥	Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2005)					
PIB aux prix du marché	468.2	1.6	0.7	0.8	0.3	2.0	-0.1
Consommation privée	282.8	2.1	0.9	0.8	0.5	2.4	-0.9
Consommation publique	96.7	2.2	0.2	-0.5	2.0	-0.2	-0.8
Formation brute de capital fixe	97.0	2.9	0.9	0.4	0.2	1.8	0.1
Secteur public ¹	21.8	7.9	-11.1	-18.6	8.5	-19.0	-16.0
Secteur privé : résidentiel	13.6	2.1	9.0	-2.5	2.6	14.1	-10.0
Secteur privé : autres	61.7	1.4	3.2	6.7	-3.2	6.5	6.6
Demande intérieure finale	476.5	2.3	0.7	0.5	0.7	1.8	-0.7
Variation des stocks ²	- 4.0	0.1	0.0	0.1			
Demande intérieure totale	472.5	2.4	0.8	0.5	1.1	1.5	-0.2
Exportations de biens et services	71.3	1.0	1.6	6.5	-0.8	6.7	6.3
Importations de biens et services	75.6	6.0	2.1	4.4	3.9	2.9	5.3
Exportations nettes ²	- 4.3	-0.8	-0.1	0.2			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747187>

Japon : Indicateurs extérieurs

	2010	2011	2012	2013	2014
	Milliards de \$				
Exportations de biens et services	835.6	895.0	882.2	897	966
Importations de biens et services	770.1	949.5	999.4	1 019	1 072
Balance commerciale	65.5	- 54.6	- 117.2	- 122	- 106
Solde des invisibles	139.2	174.6	180.0	191	197
Balance des opérations courantes	204.7	120.1	62.7	69	91
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens et services en volume	24.3	- 0.1	1.0	1.6	6.5
Importations de biens et services en volume	11.2	6.3	6.0	2.1	4.4
Résultats à l'exportation ¹	7.5	- 6.2	- 2.7	- 4.4	- 2.0
Termes de l'échange	- 5.7	- 7.6	- 1.7	0.3	0.3

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747206>

Les autorités prévoient de porter à 10 % d'ici à 2015 le taux de l'impôt sur la consommation

En août 2012, la Diète a approuvé un relèvement en deux temps du taux de l'impôt sur la consommation, pour le porter de 5 % à 8 % en avril 2014, puis à 10 % en octobre 2015, à condition que la situation économique s'améliore. Le surcroît de recettes correspondant servira en partie à financer le gonflement des dépenses sociales dû au vieillissement démographique et en partie à réduire le déficit budgétaire. Conjuguée aux efforts actuels de maîtrise des dépenses, cette mesure permettra sans doute de réaliser un assainissement budgétaire de plus de 2 points de PIB en 2014 et donc d'atteindre l'objectif du gouvernement de réduire de moitié le déficit budgétaire primaire (pour les administrations centrale et locales, hors dépenses de reconstruction), qui reviendrait de 6.4 % du PIB pour l'exercice 2010 à 3.2 % sur l'exercice 2015. Néanmoins, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs du gouvernement de dégager un excédent budgétaire primaire d'ici à l'exercice 2020 et d'inscrire le ratio d'endettement public sur une trajectoire descendante à partir de l'exercice 2021. La forte hausse du taux de l'impôt sur la consommation est une mesure bienvenue, mais elle ne représente qu'une première étape vers le rétablissement de la viabilité budgétaire.

La Banque du Japon a pris de nouvelles mesures pour soutenir l'économie

La Banque du Japon a maintenu son taux d'intérêt directeur à un niveau proche de zéro, tout en renforçant ses mesures d'assouplissement quantitatif pour contrer le ralentissement économique. En octobre 2012, elle avait accru son programme d'achat d'actifs, pour le porter à 91 000 milliards JPY (soit 19 % du PIB) d'ici à la fin de 2013. Néanmoins, la déflation perdure, puisque l'indice des prix à la consommation sous-jacent (hors alimentation et énergie) a diminué de 0.6 % au troisième trimestre 2012 (en glissement annuel). En octobre 2012, le gouvernement et la Banque du Japon ont publié une déclaration conjointe affirmant leur volonté de maintenir leur cap, notamment s'agissant des mesures de

stimulation du potentiel de croissance du pays et l'assouplissement de la politique monétaire afin de surmonter la déflation.

L'expansion de l'économie japonaise devrait reprendre à partir de 2013...

Parallèlement au rebond du commerce mondial, la croissance de la production devrait s'accélérer pour s'établir aux alentours de ¼ pour cent en 2013 comme en 2014, malgré le recul de la contribution des dépenses de reconstruction. La demande intérieure sera freinée par la hausse prévue du taux de l'impôt sur la consommation ainsi que par les prélèvements temporaires opérés sur les revenus pour financer les dépenses de reconstruction, même si l'impact économique de cet alourdissement de la fiscalité sera sans doute compensé en partie par une baisse du taux d'épargne des ménages. Par ailleurs, les pressions déflationnistes continueront probablement de peser sur la croissance jusqu'à la fin de 2014.

... même si de nombreux risques subsistent, tant sur le plan intérieur qu'extérieur

Toute décision de report de l'assainissement budgétaire pourrait se traduire par une hausse des taux d'intérêt à long terme, comportant des risques tant pour le secteur bancaire que pour la viabilité des finances publiques. Par ailleurs, la question de l'approvisionnement énergétique du Japon à l'avenir reste entière, puisque 48 réacteurs nucléaires (sur un total de 50) sont toujours à l'arrêt pour le moment. Sur le plan extérieur, l'évolution de la crise de la zone euro, qui contribue à la vigueur du yen, et celle de la situation en Chine, qui est le principal partenaire commercial du pays, représentent à la fois des risques de divergence à la hausse et à la baisse.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-4-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.